

"Les milieux paysans espèrent une conclusion rapide des négociations avec leurs futurs partenaires" dans Le Monde diplomatique

Légende: En novembre 1970, Anders Andersen, président du Conseil de l'agriculture au Danemark, fait le point dans le mensuel français Le Monde diplomatique sur la situation de l'agriculture danoise à la veille de l'entrée du pays au Marché commun européen.

Source: Le Monde diplomatique. dir. de publ. FAUVET, Jacques ; Réd. Chef HONTI, François. Novembre 1970, n° 200 Supplément Danemark. Paris.

Copyright: (c) Le Monde Diplomatique

URL:

[http://www.cvce.eu/obj/"les_milieux_paysans_esperent_une_conclusion_rapide_des_negociations_avec_leurs_futurs_partenaires"_dans_le_monde_diplomatique-fr-90703cb5-58c2-49f1-ac07-11c1c64033e5.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 17/09/2012

Les milieux paysans espèrent une conclusion rapide des négociations avec leurs futurs partenaires

Par ANDERS ANDERSEN,
président du Conseil de l'agriculture, député, président de la commission parlementaire des marchés

Les milieux de l'agriculture danoise suivent avec le plus vif intérêt les négociations maintenant engagées entre les Communautés européennes d'une part, le Danemark et les autres pays candidats d'autre part. Les conditions d'écoulement de l'agriculture danoise, qui est fortement dépendante de l'exportation, se sont trouvées très diminuées en raison de la malheureuse division de l'Europe en deux blocs de marchés commerciaux vers la fin des années cinquante.

Il est donc naturel que, déjà en 1957, l'agriculture danoise et ses organisations aient exprimé le désir d'une adhésion danoise au Marché commun, estimant qu'il était souhaitable pour le Danemark et l'agriculture danoise — pour des raisons tant politiques qu'économiques — de faire partie d'un Marché commun qui, par ses objectifs primaires, préconisait le libre-échange, non seulement des produits industriels, mais également des produits agricoles. Par ailleurs, on considérait aussi que la politique agricole commune, telle qu'elle était déjà esquissée alors, ayant pour but une préférence communautaire, ne pourrait manquer d'entraîner de graves difficultés pour un pays tiers qui, comme le Danemark, exportait des quantités relativement considérables de produits animaux dans les pays de la C.E.E.

Les appréciations portées par les organisations agricoles danoises en 1957 se trouvèrent confirmées par l'évolution au cours des années écoulées. Le commerce des produits agricoles au sein du Marché commun s'est accru dans de très larges proportions.

Simultanément, les exportations de produits agricoles danois à destination du Marché commun ont beaucoup diminué, contrairement à ce qui a été le cas des exportations à destination d'autres zones de marchés où, malgré les difficultés, il a été possible d'accroître substantiellement les exportations agricoles.

Les obstacles rencontrés par les exportations agricoles à destination du Marché commun ont été une des causes des difficultés du Danemark sur le plan de la balance des paiements dans les dernières années. Comme on peut le voir, le Danemark a un important déficit de sa balance commerciale, notamment dans ses échanges avec les pays du Marché commun.

Cette incertitude quant aux conditions de l'écoulement a contribué à la forte rationalisation de structure pratiquée dans l'agriculture au cours des quinze ou vingt dernières années. L'évolution conduit à un nombre de plus en plus limité d'exploitations, celles-ci ayant une plus grande superficie et utilisant moins de main-d'œuvre. Les statistiques font ressortir que le nombre des exploitations est tombé de deux cent mille environ en 1960 à cent quarante mille environ en 1970 et que le nombre des personnes occupées dans l'agriculture atteint actuellement cent soixante-treize mille, soit 8 % de la population active. L'âge moyen de l'agriculteur danois est aujourd'hui de cinquante ans. Or, si l'on compte que le nombre annuel des jeunes agriculteurs recrutés n'est que de mille cinq cents, on est amené à penser que, malgré les perspectives économiques futures que pourra présenter l'agriculture, aussi bien le nombre des exploitations que celui des travailleurs agricoles continueront à baisser.

L'exode de la main-d'œuvre, ainsi que les difficultés internationales qu'a rencontrées l'écoulement des produits agricoles dans la dernière partie des années 60, ont mené à une stagnation et plus récemment encore à une réduction directe de la production agricole danoise. Celle-ci est fortement concentrée sur les produits animaux et, en plus, sur une production spécialisée dans les secteurs bovin et porcin, qui représente plus de 80 % de la valeur totale de la production.

Les deux tiers de la production danoise sont écoulés sur le marché mondial, avec les pays de l'Association de libre-échange (A.E.L.E.), de la C.E.E. et des Etats-Unis comme principaux clients. En plus, des quantités appréciables de produits agricoles sont exportées dans de nombreux autres pays. En 1969, un quart des

exportations agricoles danoises furent destinées aux pays du Marché commun. La grande part de la production absorbée par l'exportation montre avec évidence pourquoi les milieux de l'agriculture danoise suivent avec la plus grande attention aussi bien les négociations que les conséquences d'un élargissement du Marché commun.

Sur le plan de l'économie agricole, les avantages pour le Danemark sont évidents, puisqu'un tiers des exportations se composent de produits agricoles. Certains pourront penser, en s'appuyant sur des théories économiques générales, que des prix plus avantageux conduiront à un élargissement considérable de la production au Danemark. A cela, nous pouvons répondre que d'autres facteurs, de caractère purement économique, interviennent. Pour ce qui est des céréales, on peut juger que la superficie maximum qu'il est possible d'affecter à ces cultures est d'environ 2 millions d'hectares, dont environ 1,7 million sont utilisés maintenant. D'autre part, le rendement à l'hectare est si élevé — 39 quintaux qu'il ne sera guère possible de l'accroître essentiellement. Une appréciation réaliste montre donc que la production supplémentaire de céréales au Danemark ne pourra vraisemblablement pas dépasser 1 million de tonnes, ce qui ne peut présenter une importance décisive si l'on tient compte de la production et des importations de céréales fourragères du Marché commun.

Depuis le milieu des années 60, la production laitière a diminué d'année en année. Cette baisse est due en partie aux prix défavorables, mais aussi aux problèmes de main-d'œuvre et de capital. En effet, la concentration des vaches laitières dans un nombre plus limité d'exploitations — il n'y a aujourd'hui qu'environ cent dix mille exploitations avec vaches laitières, contre environ cent quarante-cinq mille il y a cinq ans — exige d'importants investissements dans de nouvelles étables. Simultanément, l'évolution au Danemark a montré que la production laitière dépend à un haut degré de la main-d'œuvre disponible. Elle a surtout diminué dans l'île de Seeland, bien que les prix du lait y soient plus élevés qu'au Jutland. On pense que cela est attribuable au fait que l'on trouve dans l'île de Seeland, où est située la capitale, des alternatives d'emplois relativement bien rémunérés, avec l'avantage d'une journée de travail de huit heures et les samedis et dimanches libres.

Dans le Jutland de l'Ouest et du Nord, où la production laitière s'est maintenue, il n'existe en revanche que peu de possibilités d'emploi.

L'évolution montre ainsi que la production laitière dépend surtout des problèmes de main-d'œuvre et de développement régional. Si l'on considère, en plus, qu'environ 40 % des agriculteurs indépendants ont plus de cinquante-quatre ans et n'ont aucune aide, on comprendra aisément que l'agriculture danoise se montrera satisfaite d'un maintien du niveau actuel de la production laitière.

Justement, le problème de la main-d'œuvre, associé aux perspectives relativement favorables de la production de la viande, a suscité des délibérations tendant au transfert d'une partie de la production combinée lait-viande à la seule production de viande. Il est vraisemblable que ces délibérations trouveront un renouveau d'actualité sous les conditions du Marché commun, car il y a place dans cette branche de production pour une plus grande expansion à l'intérieur de la Communauté.

Etant donné que la production excédentaire de certains produits pose déjà aujourd'hui d'énormes problèmes à la politique agricole commune du Marché commun, nous estimons qu'il convient de souligner qu'il n'existe aucun stock excédentaire au Danemark. Il ne faut pas s'attendre à ce que l'adhésion du Danemark au Marché commun apporte de grands changements au modèle actuel de l'écoulement et des exportations de produits agricoles que nous avons mentionné plus haut. Par ailleurs, s'il s'agit de produits réclamant une forte main-d'œuvre, il est peu vraisemblable qu'il se produira une augmentation de la production. Le plus gros avantage que trouvera l'agriculture danoise à une participation au Marché commun sera avant tout un niveau de prix plus favorable.

L'agriculture danoise souhaite que les prochaines négociations en vue de l'élargissement du Marché commun soient d'une aussi courte durée que possible. Elle espère que l'établissement du Marché commun élargi pourra avoir lieu, comme l'a proposé la commission, le 1^{er} janvier 1973. L'agriculture danoise espère en outre que la période de transition, qu'elle ne souhaite pas, mais qui semble devoir être appliquée à tous les pays

candidats, sera aussi courte que possible, afin que l'on puisse rapidement établir le large marché européen.